

## POUR UN SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE DE QUALITÉ

Adresse postale: chez Didier Le Reste, 5 rue Paul Dukas

75012 Paris

**Courriel**: <a href="mailto:convergence.rail@hotmail.fr">convergence.rail@hotmail.fr</a>

**Tél**. (Didier Le Reste, Président): 06 08 03 91 82 **Site**: https://convergence-nationale-rail.fr/

## AU CREUSOT (71) : La volonté de riposte a supplanté les inquiétudes !

@=@

Dans le prolongement du débat qui s'est tenu à la Fête de L'Humanité le 14 Septembre 2025 au stand de la Fédération PCF du Doubs, au sujet de l'état du Service public ferroviaire dans les zones rurales qui voient nombre de lignes menacées de fermeture, une nouvelle rencontre a eu lieu au CREUSOT (71) le 12 Novembre 2025 à l'initiative des responsables du PCF de Bourgogne Franche Comté (BFC).

Les participants ont dénoncé l'absence de l'Etat, confinant à du désengagement financier mais ils ont acté positivement certaines décisions du Conseil Régional de BFC prises lors de la séance plénière du 16/10/2025, à rapprocher des mobilisations qui se sont déroulées ces derniers mois, dégageant, entre autres, 12,1 millions d'euros pour des travaux d'urgence sur la ligne historique et touristique du Jura, dite des « Hirondelles » et 3,6 millions d'euros affectés à des travaux pour la ligne CLAMECY-CORBIGNY (58). Après quoi, l'assistance a écouté avec beaucoup d'attention les cheminots CGT de MONTCHANIN (71) exposer leurs inquiétudes face à l'ouverture à la concurrence des activités ferroviaires (TER...).

D'après les cheminots, les + de 60 emplois restants sur le site pourraient disparaître d'ici un an à la date où la filiale de droit privé de la SNCF va prendre en charge, suite à appel d'offres, l'exploitation des TER et les activités connexes.

Tout en apportant leur soutien aux cheminots, des élus-es, des habitants-es de la région, des usagers du rail se disent eux aussi inquiets et opposés à ce qui s'apparente à la « *vente à la découpe »* du patrimoine ferroviaire.

Didier LE RESTE, invité en qualité de **Président de la Convergence Nationale Rail (CNR)** a rappelé que contrairement à la **FNAUT**, la CNR est résolument opposée à l'ouverture des services et activités de la SNCF, préfigurant de futures privatisations, contribuant à fragmenter, atomiser, balkaniser la production ferroviaire, visant à permettre au Privé de faire du business sur les rails !

Informant l'assistance que plusieurs Pays en Europe, sous la pression populaire, reprennent en gestion publique l'exploitation du transport ferroviaire régional, au moment où l'Angleterre engage un processus de renationalisation de l'ensemble du système ferroviaire, après 30 de privatisations, de déréglementation, le Président de la CNR a indiqué que ce qui se met en place en France est contraire aux fondamentaux qui ont présidé au développement du chemin de fer! En effet, celui-ci au service des besoins de la Nation, s'est organisé, structuré, développé dans un **système unifié, intégré,** permettant la mutualisation des moyens, la transversalité, les synergies nécessaires entre les services. L'ouverture à la concurrence des activités SNCF se mène à coups d'appels d'offres, d'attributions opaques des contrats par lots, provoquant de la casse sociale et faisant couler à flots l'argent public pour démontrer que le Privé fait mieux que le Public.

Après le scandale et les résultats catastrophiques de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de marchandises en 2006 en France, on a tout lieu d'être inquiet et exigeant à la fois quand on voit les **débuts plus que chaotiques de l'opérateur privé TRANSDEV** à qui on a confié de façon dogmatique et contestable l'exploitation de la ligne TER Marseille-Nice.

De plus, le morcellement de la production ferroviaire par lots va générer une dilution des responsabilités en matière de sécurité entre les différents opérateurs et peut contribuer à affaiblir, à fragiliser la chaîne de la sécurité ferroviaire.

Les différents intervenants ont témoigné de leur attachement au Service public ferroviaire, voulant se réapproprier ce qui leur appartient, à savoir le bien commun, le bien public ! Ils se sont interrogés sur le niveau du rapport de force à disposer pour changer la donne.

L'idée de la création d'un collectif local est venue qui pourrait utilement s'articuler avec l'association « Convergence pour le Développement du Rail en Bourgogne Franche Comté » qui a vu le jour dernièrement afin de mieux aider, de mieux coordonner, de mieux fédérer, d'appuyer les mobilisations qui ont pour seul but de défendre l'intérêt général en imposant des solutions alternatives aux stratégies néo-libérales de dépeçage, d'atrophie, de casse des Services publics.

Paris le 26 Novembre 2025